

Des enjeux considérables pour La Réunion

Appel à la responsabilité des élus

Paul Vergès a évoqué, lors d'une conférence de presse, que les nombreux problèmes subis par les Réunionnais «se posent simultanément, mais ce n'est qu'un début», a indiqué le sénateur, qui a mis en exergue les différents «enjeux» qui nous attendent.

Face à l'aggravation de la situation économique et sociale, «il faut changer les bases de l'inégalité sociale et respecter la croissance démographique», a expliqué Paul Vergès. Pour ce dernier, la responsabilité, ou plutôt «l'irresponsabilité des élus réunionnais», a un impact sur «les enjeux considérables» de La Réunion.

Des problèmes majeurs

Le flux d'information pose la question «comment faire le tri de ces informations, mais il faut toujours se rappeler la réalité concrète de La Réunion»: 42% de Réunionnais vivant sous le seuil de pauvreté, 59% de chômage chez les moins de 25 ans, 30% des Réunionnais sans emploi, 116.000 illettrés, plus de 25.000 demandes de logement en attente, le nombre croissant d'allocataire des minima sociaux, le coût des frais bancaire et de l'énergie ... Dans un tel contexte, «qu'est-ce que l'on fait face à cela? Qu'est-ce qu'on fait pour rattraper ces problèmes d'inégalités sociale?», a posé le sénateur. De nombreuses études mettent en exergue la situation «hors norme» dépeinte par le Paul Vergès, qui a insisté sur le poids des inégalités des revenus à La Réunion. «Il existe des catégories sociales qui ont un niveau de vie supérieur à celui des catégories sociales de France. Quand je l'ai évoqué au Sénat, ils n'y croyaient pas», a expliqué le sénateur communiste. D'autant plus, «que je leur ai dit si vous aviez 30% de chômage en France, vous n'appliquerez pas la politique actuelle». Pourtant, un fait nouveau est apparu, d'après Paul Vergès: «c'est le constat de l'ampleur de la gravité de la situation économique et sociale». Un contexte découlant de la loi de 1946, «les gouvernements successifs ont mis en place une réforme littéralement incroyable», permettant aux fonctionnaires d'avoir un revenu indexé, par rapport au coût élevé de la vie. Alors «quand on dit lutter contre les monopoles, on se moque des Réunionnais. C'est l'Etat qui a créé ces monopoles», en mettant en place un



Paul Vergès: «On ne va pas recopier ce qui se fait à Paris, dans un contexte européen. C'est aux élus du peuple réunionnais de faire des propositions de développement pour La Réunion»

marché financier, à travers la sur-rémunération. «Deux générations ont été sacrifiées par une politique volontaire d'inégalité sociale que l'on n'arrive pas à corriger jusqu'à aujourd'hui» a déploré Paul Vergès.

Des réformes inadaptées à La Réunion

«On fait des réformes mais les bases des inégalités sociales, on n'y touche pas et on ne fait pas face à la transition démographique», a expliqué le sénateur. Pour ce dernier, «les réformes sont accélérées en France pour être rapidement appliquées à La Réunion. On a une politique gouvernementale qui a sa logique, même si c'est suicidaire». En effet, après deux années de mandat, «on arrive aujourd'hui à la décision d'une politique d'économie de 50 milliards. C'est un pari que certains disent perdu d'avance et que d'autre jugent de chance». Les mesures prévues par le gouvernement sont «les plus importantes depuis des dizaines d'années», car elles engagent un plan pluriannuel de 2014 à 2017. «Cette politique est fixée pour les quatre ans à venir, c'est la première fois, qu'on a une telle décision». Paul Vergès évoque ici le Pacte de responsabilité du gouvernement de Manuel Valls, qui a été voté par la quasi-totalité des députés réunionnais, «sans un seul mot d'explication». D'autant plus, que Bruxelles a indiqué

à la France qu'elle est sur la bonne voie mais qu'elle n'obtiendra pas de résultat sur la baisse du déficit, a expliqué le sénateur. Pour ce dernier, la politique du gouvernement «n'aura pas les effets similaires» à La Réunion, notamment pour les entreprises. Face à un contexte économique français et réunionnais morose, la nouvelle politique de gouvernance évoquée par François Hollande ne correspond pas aux réalités réunionnaises, a expliqué Paul Vergès.

Une «rupture historique»

Pour lui, le regroupement de communes et la réforme territoriale dans sa globalité est une «rupture historique» dans la «vision centralisatrice de l'Etat français». Répondant aux habitudes européennes, la France a souhaité regrouper ses communes et régions, afin de réduire les coûts, diminuer le nombre de communes, faire face au développement de l'Union Européenne et avoir une gestion institutionnelle simplifiée sur le modèle des Länder allemands, a expliqué le

sénateur.

Cependant, une telle vision n'a pas lieu à La Réunion, car «on réunit quelle région ici, pour faire quel bassin de développement, alors qu'on est à 10.000 km de la France». Alors qu'aux Antilles, la situation a été anticipée par l'intégration des îles antillaises à l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC). Une intégration qui coïncide avec le retour de Victorin Lurel, à la tête du Conseil Régional de la Guadeloupe.

«Qu'est-ce qu'on propose à La Réunion? On ne va pas recopier ce qui se fait à Paris, dans un contexte européen. C'est aux élus du peuple réunionnais de faire des propositions de développement pour La Réunion, face au contexte aggravant», a indiqué Paul Vergès. Mettant en avant les possibilités de coopération dans la zone, notamment avec les pays émergents comme Madagascar, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Mozambique, Paul Vergès a déploré le silence des élus réunionnais, qualifiés de «sombambules», car «inconscients de la réalité».

Céline Tabou

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Bello : Bondié pini pa galé

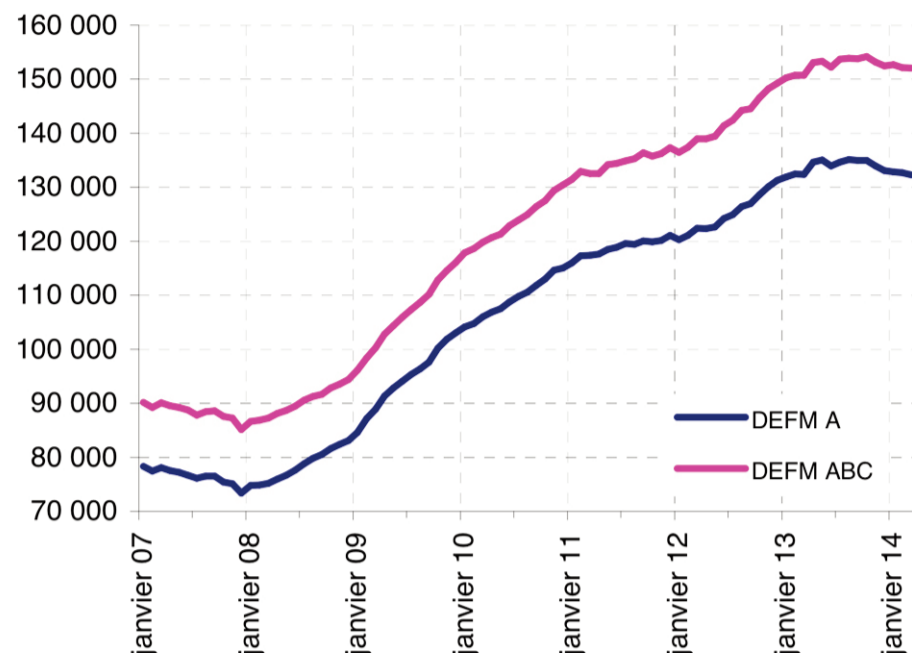
Il y a quelque chose de surréaliste dans ce pays: il ne faut rien dire sur Huguette Bello sinon vous êtes accusés de lui en vouloir. Même Réunion Première s'y est mis, la semaine dernière quand nous avons parlé de «ballet des hypocrites». Bizarrement, on feint d'oublier toutes les diatribes de Bello vis à vis de Roland Robert et la direction du PCR à laquelle il contribuait régulièrement et collectivement. Huguette Bello trompe les médias qui, à leur tour, orientent faussement l'opinion.

Un exemple: tous les responsables politiques ont signalé la grande sagesse du défunt et sa fidélité à son Parti. Ce ne sont pas les valeurs de trahison que les orateurs ont mises en avant. Qui a porté atteinte à son parti, au point de s'en féliciter publiquement de l'avoir «laminé»? Il n'y a pas eu que les tentatives de Debré et ses amis. Imaginez la réaction de Roland quand le PCR est attaqué par quelqu'un comme Huguette Bello qui a tout eu du parti, comme personne d'autre ne l'a obtenu. N'y a-t-il pas quelque chose d'hypocrite de venir aux premiers rangs entendre les éloges faits à cet homme et à son parti? Est-ce qu'elle a applaudi, au fait?

Quand elle est venue habiter à la Possession, Roland Robert l'a coopté comme adjointe. Elle n'a fait qu'un seul mandat. Pourquoi? Qu'elle s'explique donc! Elle n'avait plus aucun mandat quand le Parti lui a demandé de prendre la place de Claude Hoarau, Député sortant de la circonscription, qui a accepté d'aller porter la contradiction dans l'Est, face à Virapoullé. A sa place, cela aurait pu être Roland Robert: il aurait fait un très bon Député-Maire, en tout cas pas moins que l'actuelle députée. Cette tactique n'était pas gagnée d'avance! Mais, grâce à la discipline de tous, les 2 furent élus. Il n'y avait qu'au PCR qu'on pouvait voir ça! Sous l'éclairage visionnaire de la «direction canal historique»! Huguette Bello n'avait jamais manqué de solidarité venue du Port et de la Possession (et bien d'autres sections) pour maintenir le flambeau de la seule femme député. Imaginez la réaction de Roland Robert quand, en 2012, elle interdit à nos 2 maires d'être Député alors que l'occasion nous permettait d'en arracher 2!

Non, elle est la victime de personne. Elle a 64 ans. Elle a bien entamé son 4e mandat de Député. Elle sait parfaitement ce qu'elle fait. Et, ce qu'elle fait n'est pas bien. La population de Saint-Paul, parmi laquelle des milliers de femmes, l'a lourdement sanctionné au bout d'un mandat. Ainsi à l'heure du jugement, le mensonge n'est pas passé. Pour paraphraser Justin: Bondié pini pa galé!

J.B.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C (cvs)

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	mars 2013	février 2014	mars 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	132 410	132 680	132 290	-0,3%	-0,1%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	18 340	19 440	19 810	1,9%	8,0%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	150 750	152 120	152 100	0,0%	0,9%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 340	3 530	3 190	-9,6%	-4,5%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	9 660	14 110	13 870	-1,7%	43,6%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	163 750	169 760	169 160	-0,4%	3,3%
<i>Pour mémoire :</i> Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 474,0	3 608,7	3 609,6	0,0%	3,9%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 553,3	1 627,6	1 637,2	0,6%	5,4%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 027,3	5 236,3	5 246,8	0,2%	4,4%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 658,3	5 938,8	5 947,7	0,1%	5,1%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

Les derniers chiffres du chômage à La Réunion sont une illustration de la crise du modèle de l'intégration.

Conférence de presse de Paul Vergès

«En finir avec l'intégration et l'assimilation»

Lors de sa conférence de presse, Paul Vergès a pointé du doigt le somnambulisme des élus réunionnais. Un somnambulisme qui se traduit par le silence de ces derniers et leur passivité, préférant «attendre que les décisions viennent de Paris».

«Il faut en finir avec la vieille tradition d'intégration et d'assimilation pour dire qu'il existe une Histoire, une Géographie réunionnaise. Il faut respecter tout ça, et trouver une nouvelle forme d'intégration», a indiqué Paul Vergès. Une intégration qui pourrait se faire dans la zone, à l'instar des Antilles, qui sont parvenues à s'associer aux Caraïbes pour un développement commun.

Rompre avec les lois mécaniques

Paul Vergès a expliqué que l'intégration et l'assimilation ont été mises en place par des lois françaises mécaniquement appliquées à La Réunion. Pour cela, «il faut apporter, à un gouvernement qui s'entête dans l'erreur, notre vision des choses». Face aux problèmes évoqués (chômage, logement, illettrisme, changement clima-

tique, démographie) «est-ce que l'on va accepter de faire une énormité, avec le plan d'austérité et le plan institutionnel. Mais les élus réunionnais sont hors de ça». Il y a un «balai des somnambules. Ils sont directement responsables», mais «qu'est-ce qu'ils vont proposer au gouvernement. Ils sont extrêmement discrets». D'ailleurs, les élections européennes posent des «enjeux considérables» comme l'avenir de l'octroi de mer, du quota sucrier et le devenir de la filière canne à La Réunion. Un secteur qui concerne près de 20.000 emplois, désormais menacés par l'Union Européenne. Le sénateur a également évoqué les accords de partenariat économiques (APE), qui vont avoir un impact sur le développement de La Réunion, car «quelles solutions pour nous? Quel rôle La Réunion peut-elle avoir?».

«On entend beaucoup de polémique, des débats de somnambules alors que

les décisions sont devant nous, c'est le grand tournant». Car l'enjeu, selon Paul Vergès, sera de faire en sorte de ne pas isoler La Réunion dans son environnement, mais aussi mentalement car «on ne va pas dire à Paris de régler les problèmes pour nous».

En «rupture avec la réalité»

Pour Paul Vergès, les élus et notamment les députés, qualifiés de «somnambules», car en «rupture avec la réalité», «ne peuvent pas demander des mandats, alors que tout ce qui se passe autour d'eux», va remettre en question le développement l'île. «Réfléchissez à ce qui se passe, car l'accélération de l'évolution mondiale et les rendez-vous de plus en plus proche», a déclaré Paul Vergès aux députés réunionnais.

Céline Tabou

L'ancien rédacteur de la Tagesschau constate la fin de l'objectivité à l'ARD

Ukraine : Volker Bräutigam dénonce la désinformation

L'ancien rédacteur de la Tagesschau met en cause le traitement de l'information sur le conflit en Ukraine au travers d'une lettre ouverte. Il ne comprend pas pourquoi les journalistes de la chaîne publique allemande chargés du choix éditorial refusent de dire la réalité sur les événements en Ukraine. En voici le contenu.

Chères et chers collègues, dans le cadre de votre couverture médiatique des événements en Ukraine, vous semblez apparemment ne respecter plus que de manière aléatoire l'obligation du Service public d'informer factuellement et objectivement.

Quand cesserez-vous enfin cette indigne mascarade qui consiste de fantasmer par exemple sur les officiers allemands ainsi que d'autres pays de l'Union européenne retenus dans l'Est de l'Ukraine comme étant des «Observateurs de l'OSCE»? Vous savez certainement que l'OSCE ne mène jamais d'opérations militaires secrètes, ceci serait en contradiction totale avec sa charte fondamentale! Cette organisation a, entre temps, elle-même déclaré clairement que les gens de ce groupe ne sont nullement mandatés par l'OSCE. Il s'agit d'officiers en civil chargés d'une mission secrète d'acquisition d'informations en Ukraine de l'Est qui abusent du sigle de l'OSCE comme couverture. En bref: des espions! Les tergiversations du porte-parole du ministère allemand de la Défense en disent très long sur ce sujet.

Pourquoi votre comité de rédaction

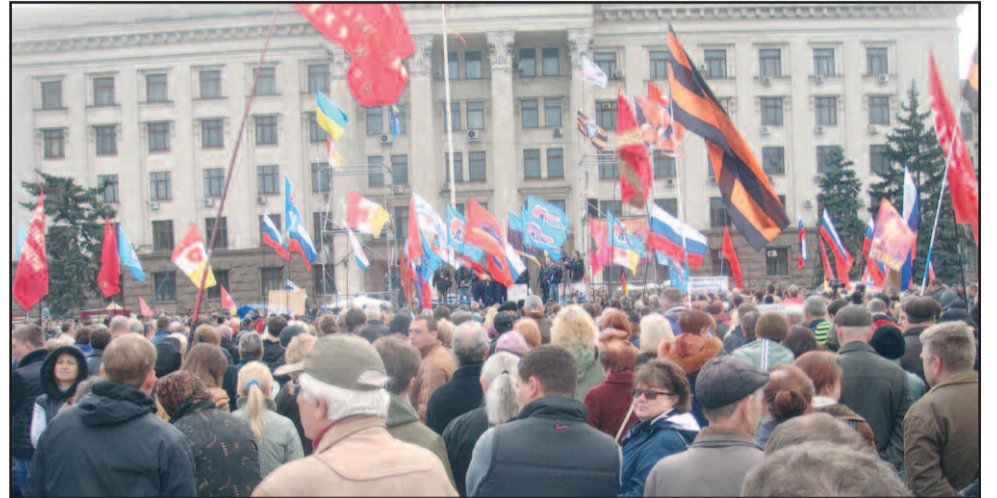
n'est-il pas en mesure de trouver un accord pour désigner le, sans aucun doute illégitime, régime putschiste de Kiev et sa clique fasciste au gouvernement et au parlement de ce qu'il est réellement au lieu de parler, dans un esprit de contrefaçon et de reconnaissance, de «gouvernement de transition», et d'utiliser des formulations tendancieuses telles que «président intérimaire» où «chef du gouvernement»: un état de fait franchement incompréhensible.

Avec cette répugnante manière de désinformer le public, en outre acceptée volontairement, le journalisme du Service public scie, en fin de compte, la branche sur laquelle il est assis. Sans vouloir en plus approfondir les questions déontologie professionnelle.

Salutations de l'ancien rédacteur de la Tagesschau

Volker Bräutigam

Volker Bräutigam était le rédacteur de Tagesschau, le journal télévisé de grande audience de la première chaîne allemande ARD, une chaîne publique.



Manifestation à Odessa. Des dizaines d'opposants à un gouvernement issu d'un coup d'Etat ont été tués dans un incendie criminel... quasi-silence des médias sur cette exaction. Comment expliquer une telle censure sur l'événement le plus grave en Ukraine?

Il y a eu un coup d'Etat en Ukraine, pourquoi ne le disent-ils pas ?

L'ancien responsable d'un journal télévisé regardé par des dizaines de millions de téléspectateurs n'est pas tendre avec ses successeurs. Force est de constater que la ligne éditoriale choisie par la chaîne publique allemande est celle de nombreux autres médias occidentaux.

Pourtant, le pouvoir en place à Kiev est le résultat du renversement d'un président élu et d'un gouvernement qui avait obtenu dans les urnes la confiance des électeurs. Ce coup d'Etat

a eu lieu en Europe, dans un pays de 40 millions d'habitants. Qui peut dire le contraire? Mais à la lecture de la presse, cette information est passée sous silence, et le gouvernement de Kiev est traité comme s'il était légitime. Pourquoi refuser de dire la vérité à la population?

Le traitement des événements en Ukraine par la presse occidentale montre bien qu'en Europe également, la liberté de la presse est un combat quotidien qui doit être mené.

Proposition du président de la République annoncée à la télévision

Report des régionales pour cause de réforme des institutions

Deux ans après son élection à la présidence de la République, François Hollande a choisi BFMTV pour faire sa première apparition à la télévision depuis sa conférence de presse du 14 janvier dernier. Il a dit vouloir aller plus vite dans de nombreux domaines, tout en proposant un report à 2016 des élections prévues l'année prochaine.

Deux ans après son élection en tant que président de la République, François Hollande est intervenu ce matin sur une chaîne de télévision privée, BFMTV. Il a répondu aux questions d'un journaliste et de téléspectateurs.

Il a confirmé l'orientation défendue dans le dernier numéro du "Journal du dimanche". Il mise sur une reprise de l'économie pour réussir à réduire le chômage, le problème numéro un sur lequel il dit vouloir être jugé en 2017. Alors que deux années sur les cinq du mandat se sont écoulées, François Hollande fait face à une impopularité record pour un président de la République.

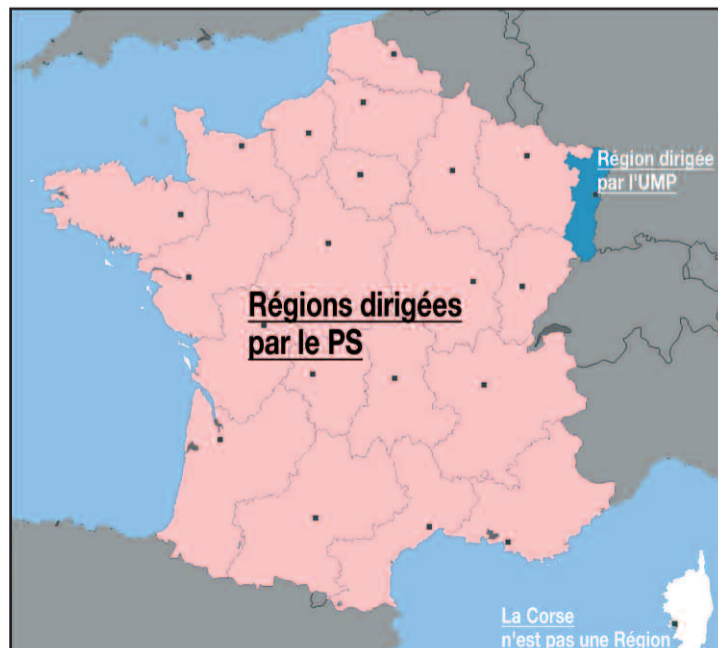
«Aller plus vite»

Sa réponse est d'accélérer les mesures prévues:

«Nous allons aller plus vite. On va aller plus vite sur la réforme territoriale...», «on va aller plus vite sur la simplification», «sur l'allègement du coût du travail, on va même aller plus vite sur les impôts qui doivent baisser dès cette année 2014, nous allons prendre une mesure supplémentaire pour les salariés modestes», car «le pays ne peut plus attendre».

Autrement dit, «nous devons aller encore plus vite parce que pour les Français, c'est insupportable, ils veulent des résultats». Cet empressement s'accompagne d'une volonté de se donner davantage de temps pour mener à bien la réforme institutionnelle.

Le président de la République a dit vouloir reporter d'un an les élections prévues l'année prochaine: «Si c'est 2016, ça permettrait d'avoir le temps. Je pense que ça serait intelligent de faire des élections régionales et départementales avec le nouveau découpage».



En France, la tenue d'élection l'année prochaine aurait sans doute signifié la perte des présidences de régions dirigées par le PS. Le report d'une année peut être vu comme un moyen de limiter les dégâts.

Soirée littéraire avec l'UDIR et Axel Gauvin

Viv la litératir kréol rényoné !

Le vendredi 2 mai dernier à la médiathèque François Mitterrand de Saint-Denis s'est déroulée une nouvelle édition du "Démay lo Kèr" organisé par l'Union pour la Défense de l'Identité Réunionnaise (UDIR), présidée par l'écrivain Jean-François Samlong. L'invité de cette soirée littéraire était l'écrivain et président de Lofis la Lang Kréol La Rényon, Axel Gauvin, qui a été interrogé notamment sur la littérature créole réunionnaise par l'écrivain et universitaire Jean-Claude Carpanin Marimoutou.



De beaux échanges entre Jean-François Samlong, Axel Gauvin et le public lors de cette soirée très intéressante pour "démay lo kèr".

(photo Sandra Emma)

Cette rencontre très chaleureuse a vu la participation de plusieurs dizaines de personnes, en particulier celle de nombreuses personnalités du monde culturel réunionnais, comme par exemple Daniel Honoré, Idriss Issop-Banian, Annie Daren-court, Céline Huet et bien d'autres. Elle a commencé par une présentation du parcours et de l'œuvre d'Axel Gauvin par Jean-François Samlong, autour de cette idée : «i fo lo bann mo i shant dan mon tèt».

In grafi larkansièl

Voici cette présentation : «Axel Gauvin (pseudonyme : Vavet) est né à La Réunion en 1944 au Bois-de-Nèfles, à Saint-Denis, d'une mère institutrice et d'un père cultivateur, militant syndical et politique. Il mène des études secondaires à Saint-Denis et des études supérieures à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il a été professeur agrégé de sciences naturelles. Militant politique au Parti Communiste Réunionnais de 1968 à 1971 et de 1973 à 1977, il devient par la suite militant culturel et découvre le créole grâce à Boris Gamaleya. Il collabore à "Jeune Réunion", le journal du Front de la Jeunesse pour l'Autonomie de La Réunion (F.J.A.R.). Il participe par la suite

activement, avec ses frères Robert et Georges, au journal "Le Nouveau Progressiste" et surtout aux revues "Bardzour" et Fangok". Défenseur du créole et de la culture réunionnaise, il fait paraître en 1970 un petit recueil de poésie ("Letshi mir"), et sept ans plus tard un essai pour défendre la langue réunionnaise ("Du créole opprimé au créole libéré, défense de la langue réunionnaise", 1977). Son militantisme l'amène à tenter une alphabétisation d'adultes en créole. Il fait partie par ailleurs du "Group Oktob 77", auteur de "Lékritir 77". Il renoue avec l'écriture en étant co-auteur de "Listwar La Rényon" et en publiant dans un français régional son premier roman : "Quartier trois lettres" (1980). Puis suivront aux éditions du Seuil : "Faims d'enfance" (1987), "L'Aimé" (1990), "Cravate et fils" (1996), "Train fou" (2000).

Dans ses poèmes, en vers comme en prose, ainsi que dans sa pièce de théâtre "Les limites de l'aube ou La Borne bardzour", Axel Gauvin lutte contre l'aliénation, écrit son pays et traduit cette soif d'amour que l'homme brandit face à la mort et à la guerre. En tant que défenseur de la langue créole, il est président de Lofis la Lang et il se démène pour qu'on ait à La Réunion, comme à l'île Maurice ou aux Seychelles, une grafi larkansièl, une graphie du créole réunionnais pour

tous».

La littérature créole réunionnaise avance

Ensuite, les échanges ont été animés par Carpanin Marimoutou, avec la contribution d'un jeune chanteur et musicien talentueux, Sébastien Arhiman, porte-parole de l'association Tizarboutan, qui a livré plusieurs prestations : "Bélouva", "Kaloubadia", "Ni sar maroné".

Ces débats, très intéressants, ont porté sur plusieurs sujets; comme par exemple les liens entre les contes oraux et écrits, la lutte du peuple réunionnais "pou mèt an lèr nout lidandité", nos problèmes sociaux dans la littérature réunionnaise etc... Ont été aussi évoquées les avancées de la concertation entre Réunionnais avec le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement vers une graphie standard et consensuelle du créole réunionnais, ainsi que l'importance de l'enseignement de la langue créole. En tout cas, comme le montre notamment le concours "Prix LanKRéol", la littérature créole réunionnaise avance; voilà qui est encourageant face à la politique assimilationniste de la bourgeoisie qui domine le pays...

Otè!

Mank in projé konmsa lé rogrétan pou La Rényon!

Matant Zélida la ékri Justin:

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité,
Moin lé sir ou sar dakor avèk moin pou komansé sirman... apré i rès a oir...! Donk ala sak moin na pou ékri aou zordi: in médiatèk, sa in n'afèr inportan dann in vil. Toulmoun i pé oir bann marmay alé rod liv, sansa cd, sansa d'ot produi kiltirel anndan. Toulmoun i oi bien sa sé in poin pou la zènès rasanblé. Lé myé sa plito k'in bivète, sansa in boushonn zamal. Ou lé dakor avèk moin ziska isi? Pètète astèr va shanjé. Pou koué? Pars mi antann pa zot tro, zot bann rouj-defon dsi la késtyonn la médyatèk Sin-Pol. Pou koi? Pars pètète sé madam Bélo la mète an rout projé-la é konm zot i manj pi in grinn sèl avèk li, zot i intèrès pa. Méyèr z'afèr vénan d'li, lé amèr, lé ak, lé vilin. Mi antann pa zot dir i fo siprimé, mé zot i fé konm si zot i di, li na ka ansort ali tousèl. Mi pans i pé ète pour, i pé ète kont mé l'indiférans sé lo pli mové poin. Tok! Pran sa pou toi!*

Justin la fé pou répons:

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr,
moin lé kontan antann aou parl la kiltir konmsa pars moin l'avé plito l'inprézyon la kiltir laté pou ou in gaspiyaz l'arzan. Pou kosa mi di sa? Pars kan La Réjyon dann tan Paul Vergès l'avé lans projé la mézon dé sivilizasyon é l'inité rényonèz- in gran projé kiltirel. Mi souvien bien in bann pintad la mète a kakayé dsi sa. Mi souvien pa ke désèrtin la mont dsi barikad pou in n'afèr konmsa. Mi souvien mèm désèrtin la di sé pa zot projé vi k'la pa diskite èk zot la dsi. Donk, parl pa li dsa... Alé oir sa sé in projé Parti kominis té i port dopi avan Paul Vergès lété prézidan la réjyon. Donk mi trouv dé sèrtinn kritik lé mal fondé. L'èr-la, sanm pou moin, la kiltir sé in n'afèr tro inportan pou nourri la popilarité d'moun ou sinonsa pou règ in kont avèk in moun... Mi sava pa dir mon kèr i sègn pou la mcur..., mé m'a touzour pans avèk rogré La Rényon la pass a koté in z'afèr plis k'inportan. Lé vrèman rogrétan pou vrèman. Tok! Pran sa pou ou!*

Justin